

Lutte de classe

De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace...
pour défendre quelle cause ?

Dans l'éditorial du n°819 d'*Informations ouvrières*, Gluckstein reproche à plusieurs reprises à Sarkozy de manquer de courage. C'est tellement important à ses yeux qu'il en fait le titre de son éditorial : *Courage politique ?*

Donc si l'on croit Gluckstein, la mise en oeuvre d'une politique reposerait avant tout sur la faculté de faire preuve ou non de courage. De notre côté, nous pensons au contraire qu'elle est le produit d'un rapport de forces entre des classes sociales aux intérêts contradictoires.

Sarkozy manquerait de courage parce qu'il répond favorablement aux revendications des patrons-pêcheurs en dévalisant les caisses de la Sécurité sociale. Pour faire preuve de courage, il aurait fallu qu'il renationalise Elf-Total si l'on en croit Gluckstein.

Je cite : « *Et que fait le président ? S'attaque-t-il aux multinationales responsables de cette situation ? Non... il s'en prend à la Sécurité sociale.* »

Que l'on comprenne bien le sens de cette manœuvre et son objectif.

Gluckstein n'exige pas directement de Sarkozy qu'il renationalise Elf-Total, il laisse seulement entendre qu'il pourrait le faire s'il était plus courageux, autrement dit, s'il en avait la volonté, et le pouvoir, j'y viendrai plus loin. Or la politique de Sarkozy n'est guidée ni par un sentiment, un désir (ambition en ce qui le concerne) ou une pulsion psychologique, ni par une idée particulière, mais uniquement par des intérêts matériels bien déterminés qui correspondent aux intérêts de la classe dont il a la charge.

Finalement, faire croire que la politique se réduirait à une question de courage ou de volonté, cela revient clairement à exprimer et à entretenir des illusions dans le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ou plus précisément, dans le régime capitaliste qui pourrait parfaitement s'accommoder de nos revendications, les contradictions exacerbées du système capitaliste étant réduites à un épiphénomène soumis à un acte de volonté.

Il faut aller plus loin pour bien comprendre ce que recouvre cette théorie révisionniste.

En ravalant l'issue d'une crise politique à la faculté du représentant du capitalisme de développer ou non telle ou telle qualité (ici pour affronter l'Union européenne), c'est la nature même du capitalisme que Gluckstein remet en cause ou qu'il nie. Car ce qui détermine l'action politique de Sarkozy, ce n'est pas le courage ou une vertu particulière, mais la nécessité de servir les intérêts du capitalisme afin de lui permettre d'accroître toujours plus ses profits, sa seule raison d'être. Sarkozy n'est pas au service d'intérêts personnels ou particuliers, il est au service d'une classe sociale (d'où son bruyant soutien à l'UE, ce que chacun sait).

La principale caractéristique et contradiction du système économique capitaliste repose sur la nécessaire accumulation sans fin (et sans faille) du profit, du capital, provenant de l'extraction de la plus-value de la force de travail, alors que le mode de production et les rapports sociaux d'exploitation sur lesquels il repose ne lui permettent plus de contenir les gigantesques forces productives qu'il a engendré. Il en résulte un conflit inévitable et permanent entre les classes en présence qui s'exprime sur le champ de bataille de la lutte

des classe, sans que les capitalistes ne maîtrisent l'issu de ce combat qui tend à remettre en cause leurs profits, quand il ne pose pas directement la question de son abolition.

Le capitalisme ne repose pas sur la volonté de s'enrichir ou d'acquérir un pouvoir d'une poignée d'individus sordides et sans scrupule, il repose sur un certain nombre de lois incontournables qui régissent le fonctionnement interne de ce système économique.

Gluckstein ne pouvait pas arriver à autre chose qu'à entretenir des illusions dans le gouvernement en déterminant sa politique par rapports à des patrons, des catégories de la population ou des classes sociales étrangères au prolétariat.

Certes des petits patrons, des artisans pour la plupart, mais des patrons quand même. Qu'on tente de les associer au combat du prolétariat, de la même manière qu'on doit le faire en direction des classes moyennes et la petite bourgeoisie, c'est une chose, mais de là à les soutenir sans réserves alors qu'ils constituent l'électorat privilégié de l'UMP, il y a une limite à ne pas franchir et dont se moque éperdument Gluckstein. Mais le retour de bâton ne s'est pas fait attendre.

Dès mercredi après-midi, le jour même où sortait l'éditorial de Gluckstein, lors d'une nouvelle réunion avec leur ministre de tutelle Michel Barnier, la majorité des pêcheurs ont estimé satisfaisantes ses nouvelles propositions et annonçaient dans la foulée la reprise du travail dès le lendemain matin, s'en foutant pas mal d'assurer leur survie de patrons au détriment de la Sécurité sociale ou d'autres couches sociales de la société, rendant incongru et totalement déplacé l'éditorial de Gluckstein, et je pèse mes mots.

L'opportunisme de Gluckstein est ainsi pris en flagrant délit et tourne franchement au ridicule ou au cauchemar.

Après le petit patron maçon Schivardi, les petits patrons exploitants agricoles ou viticulteurs, etc., le PT se dresse donc pour défendre les intérêts des patrons pêcheurs. Sans vouloir être désagréable pour le plaisir de l'être, on serait en droit d'attendre la même attention de la part du PT en direction des millions de travailleurs du secteur privé et retraités qui croulent dans la misère, la précarité et le chômage.

Je serais également tenté de vous passer le baratin sur la possible renationalisation d'Elf-Total, mais rendu impossible par l'Union européenne, cependant, on ne peut pas laisser dire n'importe quoi.

« Oui mais voilà : la renationalisation est interdite par le traité de Maastricht (et le futur traité de Lisbonne). Comme il l'a lui-même reconnu devant les marins-pêcheurs, la bravoure du président s'arrête là où commence le domaine réservé de l'Union européenne et des intérêts des grandes multinationales, principalement américaines. Et c'est pourquoi Nicolas Sarkozy se refuse, par crainte de voir une nouvelle fois le peuple imposer un non majoritaire, à convoquer un référendum sur le traité européen. »

Autrement dit, s'il faisait preuve de davantage de « *bravoure* » il renationaliserait Elf-Total ! D'un côté, il y a le Président de la République avec ses qualités et ses défauts qui font ici office de programme politique, vous constaterez au passage à quel niveau se situent les arguments politique de Gluckstein, finalement on ne peut pas reprocher à Sarkozy de ne pas disposer de davantage de « *bravoure* », ce n'est pas de sa faute, comment pourrait-on en vouloir à un homme ou une femme de développer certaines faiblesses de caractère, de l'autre, il y a l'Union européenne et les multinationales qui seraient responsables de tous nos maux et dont Sarkozy serait l'otage malgré lui.

Sarkozy est présenté ici avantageusement comme un homme tout à fait ordinaire sans pouvoir, sans responsabilité particulière, pour un peu sans programme ni objectif politique déterminé, on peut seulement lui reprocher d'obéir aux diktats de l'Union européenne, par

faiblesse de caractère bien sûr... Il se présente en victime, et Gluckstein se complait à le dépeindre comme une victime comme un perroquet ou un laquais.

Cette dichotomie entre Sarkozy et l'Union européenne n'est évidemment pas innocente, elle permet de les présenter sur des terrains différents, afin de justifier la ligne politique du PT.

Présenter Sarkozy sous un angle étranger à la politique, permet malicieusement à Gluckstein d'arriver à la conclusion que le rejet du nouveau traité s'il y avait un référendum, exprimerait le rejet de l'Union européenne et non le rejet de Sarkozy et sa politique réactionnaire, donc la stratégie de rupture avec l'Union européenne se trouve ici pleinement justifiée et la boucle est bouclée, fermez le ban. Ce tour de passe-passe en rappelle un autre si vous avez bonne mémoire, puisque depuis le 29 mai 2005, le PT a toujours refusé d'interpréter le rejet du projet de « constitution » européenne comme une défaite du pouvoir en place, Chirac à l'époque.

On a bien compris le message de Gluckstein : allez mon petit Nicolas Sarkozy un peu de courage bordel, inspire-toi du grand Lafayette ou de Napoléon, le petit ou le grand peu importe, ose donc affronter l'Union européenne, on sait que tu n'as rien en commun avec cette détestable institution dont tu flattes les mérites uniquement par faiblesse, tu fais ce que tu peux, après tout, tu n'es qu'un banal être humain démuné de tout pouvoir avec ses qualités et ses défauts, rassure-toi mon petit Nicolas, on te soutient... à notre manière.

De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace disait Trotsky à la suite de Danton. Encore faut-il qu'elle soit mise au service de la bonne cause.

(source : A.P. 08.11.07)